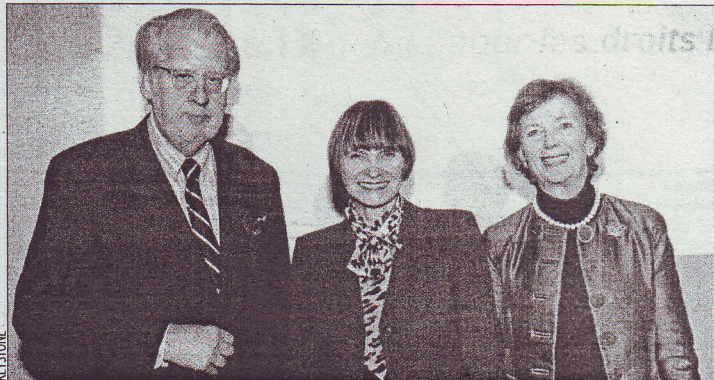


Micheline Calmy-Rey propose une Cour mondiale des droits de l'homme



Micheline Calmy-Rey, avec Mary Robinson, ancien haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, et Paulo Sergio Pinheiro, professeur brésilien et rapporteur spécial de l'ONU.

INITIATIVE

La conseillère fédérale a présenté son agenda pour les droits humains.

Hier, la cheffe du Département fédéral suisse des affaires étrangères (DFAE), Micheline Calmy-Rey, a invité la communauté internationale à prendre connaissance des propositions formulées par la Suisse pour «faire progresser le respect des droits humains dans le monde».

A la veille des cérémonies commémorant le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Suisse se devait de prendre une initiative.

S'appuyant sur les travaux d'un groupe de huit personnalités présidé par Mary Robinson, ancien haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Micheline Calmy-Rey s'est donné une feuille de route résumée dans un document intitulé «Protégeons la dignité: un agenda pour les droits humains».

Une proposition concrète

L'agenda pour les droits humains défendu par la Suisse invite la communauté internationale à se fixer huit priorités qui vont de la «défense de la dignité humaine» à la prise en compte des effets des changements climatiques sur les droits humains.

En guise de «proposition concrète», Micheline Calmy-Rey relance l'idée de la création d'une Cour mondiale des droits de l'homme, déjà évoquée dans les années 40. Pour la Suisse, c'est l'une des pistes à suivre pour renforcer la protection des droits de l'homme. «Chacun aura ainsi la garantie de pouvoir accéder à un système de protection juridique universel», argumente la conseillère fédérale, qui n'ignore pas qu'un tel projet nécessitera de nouvelles ressources financières. «Nous allons nous efforcer de convaincre les Etats de tous les continents et de les associer au processus», s'engage Micheline Calmy-Rey.

«Agenda sérieux»

Pour Sergio Pinheiro, l'un des huit experts consultés par la Suisse, «l'agenda s'inscrit dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme». «Il ne faut pas être sceptique, dit-il. Il y a tellement de fonds qui vont en ce moment au renflouement des banques et de l'industrie qu'une partie pourrait bien aller aux droits de l'homme.» L'ancien haut-commissaire Mary Robinson s'inquiète d'ailleurs des effets de la crise sur les droits humains. Cette menace supplémentaire justifie d'autant plus, selon elle, «l'adoption d'un agenda sérieux».

ALAIN JOURDAN